

# **Manifeste**

**Congrès statutaire du PPE**

**17-18 octobre 2012**

**Bucarest, Roumanie**



# **Manifeste du PPE**

(adopté par le Congrès du PPE, Bucarest, 17-18 octobre 2012)

## **Parti Populaire Européen – Ce que nous défendons**

### **1. Qui sommes-nous?**

Notre famille politique est le moteur de l'intégration européenne. Les Démocrates-chrétiens d'Europe ont fondé, en 1976, le Parti Populaire Européen – premier parti au niveau européen. Notre formation est devenue le parti du centre et du centre-droit. À la fin du conflit entre l'Est et l'Ouest, nous avons été un acteur politique crucial dans la réunification de l'Europe. Pendant la crise économique et financière, nous avons maintenu l'unité de l'Europe. Et nous sortirons l'Europe de la crise.

### **2. Quelles sont nos valeurs?**

- Nous plaçons les êtres humains au centre de nos convictions. En tant qu'êtres humains, nous possédons une dignité naturelle intrinsèque qui nous rend uniques. Ce principe est valide tant pour ceux d'entre nous qui croient en Dieu et y voient une source de la vérité, de la justice, du bien et de la beauté, que pour ceux qui ne partagent pas cette foi mais qui respectent les mêmes valeurs universelles en considérant qu'elles proviennent d'autres sources. Nous voyons dans l'héritage gréco-romain, les valeurs judéo-chrétiennes et les Lumières, les racines de notre civilisation.
- La liberté, droit humain central, n'est possible que si elle est combinée avec la responsabilité personnelle.
- Les hommes et les femmes ont les mêmes droits. Ce principe doit se refléter dans toutes les politiques.

- Tous les êtres humains doivent jouir de l'égalité des chances. C'est pourquoi nous veillerons à la mise en œuvre effective de cette égalité pour les personnes souffrant de handicaps.
- Nos actions sont basées sur les principes de la justice et ont pour but de réaliser le bien commun. Nous nous engageons à poursuivre l'élimination des causes de l'inégalité et de la pauvreté.
- Cela n'est possible que dans une société caractérisée par la cohésion sociale et par la solidarité, ce qui inclut le respect de la tradition, des associations et des domaines dans lesquels des personnes prennent des initiatives, travaillent et vivent ensemble.
- La solidarité est une responsabilité commune: les forts doivent aider ceux qui en ont besoin, lesquels doivent à leur tour faire un effort pour améliorer leur situation dans la mesure de leurs capacités.
- Nous avons l'obligation à l'égard des générations futures de leur donner des possibilités identiques, voire meilleures, que celles dont nous bénéficions en défendant la liberté et la démocratie, en garantissant des finances publiques solides et en préservant un environnement sain.
- Les décisions politiques doivent être prises à un niveau aussi proche que possible des citoyens; les autorités politiques ne doivent pas faire ce que les gens peuvent faire eux-mêmes, que ce soit individuellement, au sein de leur famille ou d'organisations civiques. La subsidiarité, lorsqu'elle respecte ces principes, est une valeur centrale de notre famille politique.

- Le seul système politique qui permet le développement de ces valeurs est la démocratie pluraliste, dans laquelle les citoyens acceptent la responsabilité. Le meilleur concept économique pour les sauvegarder est l'économie sociale de marché, fondée sur la durabilité de l'environnement et dans laquelle la compétitivité et la liberté d'entreprendre sont contrebalancées par la justice sociale. Le cadre approprié à cet égard est une Union européenne forte, qui apporte les meilleures réponses aux défis de notre époque.

### **3. Quels sont les défis?**

- L'Europe est aujourd'hui confrontée à son plus grand défi depuis un demi-siècle. La crise financière et économique a considérablement accru le chômage et les inégalités des chances et de revenus. Des millions de personnes sont privées de perspective d'avenir. La crise a été provoquée par des événements intervenus aux États-Unis; en revanche, sa cause profonde réside dans des déséquilibres économiques massifs à l'intérieur de la zone euro ainsi que dans l'économie mondiale, qu'ont encore aggravé l'endettement public et privé excessif dans de nombreux États membres, la surconsommation, des comportements contraires à l'éthique dans les secteurs financier et immobilier et la faiblesse de l'innovation et de la compétitivité.
- Le populisme et le radicalisme politique risquent de gagner du terrain. Ils menacent nos démocraties et l'Union européenne.
- Une nouvelle vague de mondialisation a rendu les pays et les acteurs économiques plus interdépendants que jamais; l'Europe risque en parallèle de perdre de sa prospérité.
- Le taux du chômage des jeunes a atteint un niveau alarmant, sapant l'espoir d'un rebond économique, portant atteinte au

soutien des jeunes pour l'Union européenne et contribuant à l'instabilité politique.

- Le changement climatique mondial s'est intensifié et la rareté des ressources s'aggrave.
- Le développement rapide des technologies de l'information et de la communication provoque un changement profond de nos vies personnelles et de nos sociétés.
- Nos sociétés vieillissent, ce qui soumet nos régimes de retraite à une pression croissante.
- L'inclusion de groupes marginalisés et l'intégration d'immigrants légaux restent des défis importants.
- Partout dans le monde, les jeunes mouvements favorables à la démocratie et la société civile ont besoin de notre aide à travers des politiques cohérentes et clairvoyantes. L'UE assume une responsabilité particulière à l'égard de ses voisins géographiques les plus proches à l'Est et au Sud.

Face à tous ces défis, nous devons apporter des réponses et des actions ambitieuses, susceptibles de donner confiance aux populations. Notre famille politique doit relancer le projet européen en s'appuyant sur nos réalisations passées. Nous sommes déterminés à le faire avec une énergie renouvelée et forts de notre attachement pour nos valeurs de base.

#### **4. Quel avenir voulons-nous pour l'Europe?**

- Nous voulons une Union politique européenne. L'UE devra faire l'objet d'une réforme fondamentale au cours des prochaines années. L'Union et ses États membres exerceront plus de pouvoirs conjointement.
- Lors des élections européennes futures, les citoyens devront être en mesure de faire des choix clairs et compréhensibles concernant les politiques de la Commission européenne. Les premières étapes, à cet égard, consistent à organiser des

élections véritablement paneuropéennes et à procéder à l'élection directe, par le peuple, du Président de la Commission européenne.

- Pour l'Europe, la clé de l'avenir consiste à marier discipline budgétaire et promotion de la croissance durable, tout en préservant l'Europe sociale et en défendant l'euro, l'une des expressions les plus abouties du processus d'intégration européenne.
- Pour y parvenir, nous devons moderniser nos économies, réduire la bureaucratie et renforcer la gouvernance budgétaire et économique au niveau de l'UE. Nous devons aussi travailler plus dur et plus longtemps. Nous devons tous imaginer des moyens plus intelligents d'économiser et de dépenser. Dans l'UE, c'est par la cohésion territoriale, économique et sociale que la solidarité est le mieux mise en pratique.
- Le respect du travail est au cœur de nos politiques. Nous devons stimuler l'emploi par tous les moyens possibles, avec une attention particulière pour la jeune génération.
- Nous devons achever le marché unique. Il sera indispensable de lever les derniers obstacles à la circulation véritablement libre des personnes, des services, des marchandises et des capitaux. Nous continuerons d'œuvrer pour un commerce international plus libre et plus équitable.
- Nous devons promouvoir la famille d'une façon qui reflète nos valeurs fondamentales, qui permette aux parents de concilier vies professionnelle et familiale et qui favorise la solidarité entre les générations.
- La santé et le bien-être sont essentiels à notre bonheur ainsi qu'aux possibilités que nous avons de participer à la société. Ces notions ne dépendent pas seulement des biens matériels et, par conséquent, doivent rester au centre des politiques que nous menons.

- Nous devons améliorer en permanence nos systèmes d'éducation, en nous concentrant à la fois sur les connaissances et sur les compétences, et nous devons promouvoir la recherche et l'innovation en veillant à leur efficacité comme à leur utilité. La mobilité, les langues, l'apprentissage des adultes et la créativité devront être davantage encouragés que dans le passé, que ce soit dans le monde du travail ou dans celui de l'enseignement.
- Nous réaffirmons les droits des minorités traditionnelles dans les États membres et nous protégeons nos traditions et notre héritage culturel européens.
- Notre politique commune d'immigration et d'asile doit être renforcée plus encore et trouver le juste équilibre entre la recherche des talents dont nous avons besoin, l'aide à apporter aux victimes des persécutions politiques et religieuses et la lutte contre l'immigration illégale.
- Nous devons renforcer l'Europe des citoyens et veiller à ce qu'ils puissent jouir de leurs droits dans un espace de liberté, de sécurité et de justice. En d'autres termes, nous devons renforcer la libre circulation des citoyens, protéger leur sécurité, renforcer le contrôle des frontières extérieures, sur la base de la solidarité entre les États membres, combattre efficacement la criminalité, la corruption et la migration illégale et améliorer la coopération entre les autorités policières et judiciaires.
- Nous voulons contribuer à l'intégration réussie des immigrants, ce qui suppose non seulement des droits, mais aussi des obligations de leur part. Les immigrants doivent respecter nos valeurs de base, les droits de l'homme et l'État de droit.

- L'élargissement de l'Union européenne a permis d'établir un espace de paix, de stabilité et de prospérité dans la quasi-totalité du continent.
- Le processus d'élargissement continuera d'attirer de nouveaux pays candidats. Nous devons respecter la capacité de l'Union d'intégrer de nouveaux États qui se conforment à des critères spécifiques avant leur adhésion. Il faut offrir d'autres formes de partenariats avec l'Union aux pays européens qui ne peuvent ou ne souhaitent pas devenir membres de l'Union européenne.
- La politique européenne de voisinage, basée sur les valeurs européennes, est un instrument clé pour construire des relations plus étroites avec nos voisins; il convient d'y apporter des améliorations fondamentales. Elle doit amener la création d'un cercle d'amis de l'UE, également amis entre eux, afin de projeter la sécurité et la prospérité.
- Nous devons lutter contre le changement climatique et renforcer la biodiversité avec efficacité. En d'autres termes, nous devons non seulement travailler sans relâche à des accords internationaux contraignants, mais aussi créer des incitants favorisant l'augmentation de l'efficacité et les énergies renouvelables à travers les échanges d'émissions et une consommation plus durable en général. Cela veut aussi dire que tous les pays, en particulier les plus riches, devront adapter constamment leurs modes de vie et l'utilisation des ressources aux exigences d'une croissance verte et intelligente.
- L'Union européenne a besoin d'une politique énergétique commune qui garantit la sécurité énergétique, augmente l'efficacité et se révèle durable et abordable pour les consommateurs.

- Nous avons besoin d'une véritable politique étrangère européenne à travers laquelle nos États membres parlent d'une seule voix et unissent leurs forces. Il faudra donc que davantage de décisions de politique étrangère de l'UE soient prises par un vote et non plus à l'unanimité. Même et surtout en période de restrictions budgétaires, nous devons développer nos capacités de défense communes en partageant mieux nos ressources dans le cadre de l'OTAN et de l'UE. Un partenariat transatlantique solide, fondé sur des valeurs communes, est un élément indispensable à l'Europe du XXI<sup>e</sup> siècle.
- Nous avons besoin d'une nouvelle stratégie de promotion de la démocratie et des droits de l'homme. Nous devons être à la hauteur de notre responsabilité à l'égard du monde en améliorant nos stratégies d'aide au développement et en renforçant nos institutions mondiales. Tout en reconnaissant que la combinaison occidentale qui marie démocratie et économie sociale de marché n'est pas l'unique modèle qui a cours, nous réaffirmons notre attachement aux normes démocratiques de l'Europe, à son modèle économique et social qui inspire et encourage des personnes de toutes les parties du monde dans leur combat pour la liberté et la prospérité. Nous continuerons d'aider les démocrates partout dans le monde et à aider les pays les plus pauvres à s'aider eux-mêmes.
- En ce qui concerne l'internet, nous avons besoin d'une politique qui trouve un bon équilibre entre la liberté d'expression et la liberté de création, d'une part, et la protection des données à caractère personnel et des droits des auteurs et des consommateurs, d'autre part. Le marché unique numérique possède le potentiel nécessaire pour créer

de nouveaux emplois et rendre notre économie plus compétitive et plus dynamique.

- Les partis politiques sont indispensables à l'avenir de notre démocratie. Nous souhaitons des partis à la fois plus proches des citoyens et plus européens. Les partis devront inventer et développer les moyens grâce auxquels leurs membres et leurs électeurs pourront participer à la prise de décision. En parallèle, les familles politiques au niveau européen devront se renforcer.

Nous sommes la famille politique la plus forte du continent et, à ce titre, nous assumons la responsabilité de l'avenir de l'Europe, qui se trouve entre nos mains. Nous prenons l'engagement de veiller à ce que nos politiques conduisent à un avenir prospère, prometteur et sûr pour chacun de nos concitoyens.